

Département de l'Isère  
Canton de l'Oisans  
Commune LES DEUX ALPES

**DECISION DU MAIRE**  
**N° 2023-006**

**Domaine : COMMANDE PUBLIQUE – 1.4 – Autres types de contrats**  
**Objet : Contrat de community management**

**Le maire,**

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2121-29 ;  
**VU** la délibération n° 2020.062 du 10 juillet 2020 portant délégation de fonctions de l'assemblée délibérante à l'exécutif,  
**VU** le contrat ci-joint,

**CONSIDERANT** que la commune Les Deux Alpes souhaite confier à un prestataire externe, la création, l'administration et la gestion de sa communication sur les réseaux sociaux,  
**CONSIDERANT** le contrat de prestation ci-joint proposé par la société STUDIO NINN,

**DECIDE**

**Article 1 :** de conclure le contrat de community management proposé par Madame Claire BONNET pour STUDIO NINN dont le siège social est situé 3 bis, rue de la Girose, 38860 LES DEUX ALPES, inscrite sous le numéro SIRET n° 899 256 085 000 15.

**Article 2 :** de signer à cet effet, le contrat dont le projet est ci-joint.

**Article 3 :** La présente décision sera inscrite au registre des actes administratifs.  
Ampliation en sera adressée à Monsieur le préfet de l'Isère.

Les Deux Alpes, le 10 janvier 2023  
Par délégation du conseil municipal,  
Le maire, Christophe AUBERT



# CONTRAT DE COMMUNITY MANAGEMENT

Entre

Le Studio Ninn, représenté par Claire Bonnet, dont le siège social est situé 3 bis, rue de la Girose, 38860 LES DEUX ALPES, société inscrite au SIRET sous le numéro n° 899 256 085 000 15.

Ci-après dénommé le Prestataire,

Et

La commune Les Deux Alpes dont le siège social est situé à la Mairie, 48 avenue de la Muzelle, 38860 LES DEUX ALPES, représentée par son Maire en exercice, Christophe Aubert, dûment autorisé à l'effet de signer le présent contrat par décision n° 2023-006.

Ci-après dénommée le Client,

Il a été convenu ce qui suit.

## Article 1 : objet

Le présent contrat concerne la communication digitale de la commune Les Deux Alpes sur les réseaux sociaux, avec :

- La publication régulière d'environ 3 messages par semaine sur la base des thèmes proposés par le Directeur général des services.
- L'animation de la page par les réponses aux commentaires et sa modération afin de pacifier les débats, d'éviter les polémiques inutiles ou d'éliminer les propos excessifs ou illégaux.
- La surveillance de la E-réputation de la commune pour entretenir son image et mieux expliquer la vision, les projets et les actions en cours.
- Le relai sur les profils sociaux des représentants de l'autorité territoriale de la commune pour augmenter l'intérêt des publications auprès de la population.
- Le suivi des publications et l'analyse quantitative et qualitative du nombre de vues, des réactions et des commentaires.
- Le suivi des publications sur les groupes sociaux du territoire.

## Article 2 : contenu et modalités de la prestation

Le client confie au prestataire la création, l'administration et la gestion de sa communication sur les réseaux sociaux :

- Gestion et administration du / des comptes,
- Proposition d'une ligne éditoriale et d'un calendrier éditorial après validation par le client,

- Proposition d'articles d'actualité en réaction à des événements, situations, polémiques... après validation par le client,
- Mise en ligne et diffusion des contenus (articles, vidéos, etc...), selon le plan éditorial ou l'actualité validés par le client,
- Gestion des commentaires, des échanges et modération de la page,
- Surveillance de l'E-réputation et des pistes d'amélioration de l'image du client,
- Développement du nombre d'abonnés, de vues, de commentaires et de partages,
- Analyse de l'audience et des statistiques relatives aux différents messages.

### Article 3 : propriété intellectuelle

Les publications et profils sociaux créés en exécution du présent contrat sont la propriété du client : texte, photo, vidéo.

Le contenu non-fourni par le prestataire et mis en ligne à la demande du client devra être libre de droits, ou le client devra s'assurer que le prestataire peut en assurer la publication dans le respect de la législation et de la réglementation françaises, en particulier le code de la propriété intellectuelle.

### Article 4 : entrée en vigueur et durée

Le présent contrat est conclu pour une durée de 6 mois à compter de sa signature par le client et le prestataire. Il ne peut pas dépasser 4 ans.

### Article 5 : reconduction tacite

Le présent contrat est reconduit tacitement sauf opposition expresse par écrit du client ou du prestataire. Cette opposition peut être formulée à tout moment.

### Article 6 : Rupture anticipée

Les parties se réservent la possibilité d'interrompre le contrat avec un préavis de 1 mois pour des raisons d'intérêt général mais également pour perte de confiance. Cette rupture de donne pas droit à indemnités.

### Article 7 : conditions financières

Le prix de la prestation définie à l'article 2 est fixé à 600 euros / mois.

Les modalités de versement sont les suivantes :

Les prestations prévues ci-dessus sont payées par virement bancaire, dans les trente jours de la réception de la facture déposée sur Chorus.

La taxe sur la valeur ajoutée n'est pas applicable conformément à l'article 293B du code général des impôts (NB : pour les auto-entrepreneurs).

### Article 7 : nature des obligations

Pour l'accomplissement des diligences et prestations prévues à l'article 2, le prestataire s'engage à donner ses meilleurs soins, conformément aux règles de l'art. L'obligation, n'est, de convention expresse, que pure obligation de moyens.

Le prestataire ne pourra pas être tenu responsable de tout acte malveillant ou illégal accompli par un tiers sur les profils sociaux des clients.

### Article 8 : obligations de confidentialité

Le prestataire considère comme strictement confidentiel toutes les informations dont il peut avoir connaissance à l'occasion du présent contrat. Le prestataire, toutefois, ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

### Article 9 : règlement des différends

Le client et le prestataire conviennent, pour tout différend né du présent contrat, de rechercher un règlement à l'amiable avant tout recours contentieux auprès des tribunaux. Dans ce cadre, le client ou le prestataire s'engagent à se transmettre par email toutes les difficultés ou tous les litiges nés du présent contrat et les voies ou solutions proposées pour leur résolution.

Fait en deux exemplaires,

Les Deux Alpes, le

Le Prestataire

Le Client